

C.C.

COMITÉ DES TRAVAUX HISTORIQUES ET SCIENTIFIQUES

ACTES DU 105^e CONGRÈS NATIONAL
DES SOCIÉTÉS SAVANTES

CAEN 1980

Section d'histoire moderne et contemporaine

TOME I

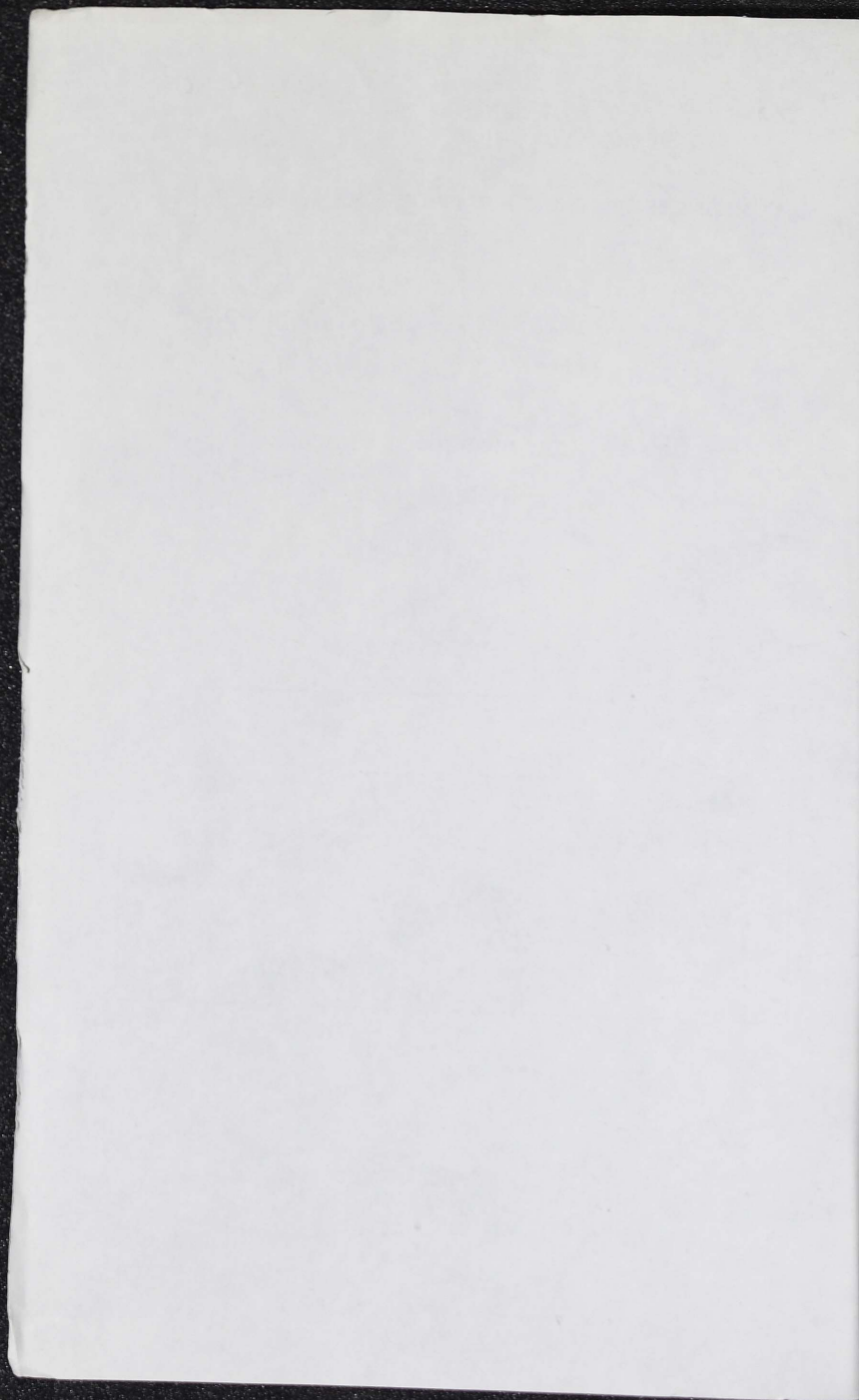
(EXTRAIT)

Robert DEMOULIN

LA PRESSE LIÉGEOISE ET
L'OCCUPATION DE LA RUHR
EN 1923

PARIS

1983



LA PRESSE LIÉGROISE ET L'OCCUPATION DE LA RUHR EN 1923

par Robert DEMOULIN

L'article de l'opinion publique dans « l'occupation de la Ruhr » est un article de Pierre Kéroux, dans sa grande revue de la vie intellectuelle luxembourgeoise, *La Frontière*, également parue à l'étranger. Nous nous en sommes servi pour le développement de A. Pétit, c'est-à-dire que la revue luxembourgeoise de l'Association Française n'a pas été utilisée car elle n'est pas parvenue à la Ruhr. Mais une fois le travail terminé, l'opinion dans l'occupation de la Ruhr, les journaux de droite et de gauche, ainsi que par les petits journaux provinciaux, les critiques sont venues des commentateurs qui donnaient les nouvelles de la situation de gauche, des socialistes qui tentaient le dialogue pour médiation et des socialistes, en général, qui trouvaient inopportunes ces nouvelles. L'opinion publique en France, ainsi que nous l'avons dit dans la dernière de la France ne peut accepter une telle situation, elle est révoltée.

Il faut en leur faveur la même enquête pour la Belgique où la situation des commentateurs et l'opinion de gauche luxembourgeoise est séparée de la presse de gauche allemande par un réseau de nouvelles des nouvelles différentes selon les régions. L'analyse des réactions des journaux de gauche montre bien que la France a une situation très différente.

Pour l'instant, nous nous bornons à une première enquête, elle va être complétée par l'étude de la presse française. Elle est une première étape de l'étude luxembourgeoise.

La Belgique a dû vivre dans la situation de la Ruhr pendant l'occupation. Le *Journal de Liège*, organe des libéraux doctrinaires, fondé en 1792, a été très influent en temps de France-Gebien (1812-1815), souvent dirigé à la tête du gouvernement pendant la période des années 1815-1816.

1. *Revue de la Frontière*, Liège, 1923, n° 1, p. 21.

2. *Revue de la Frontière*, Liège, 1923, n° 1, p. 21. Voir aussi la revue de la vie intellectuelle luxembourgeoise, *La Frontière*, Liège, 1923, n° 1, p. 21. Voir aussi la revue de la vie intellectuelle luxembourgeoise, *La Frontière*, Liège, 1923, n° 1, p. 21. Voir aussi la revue de la vie intellectuelle luxembourgeoise, *La Frontière*, Liège, 1923, n° 1, p. 21.



LA PRESSE LIÉGEOISE ET L'OCCUPATION DE LA RUHR EN 1923

par Robert DEMOULIN

L'attitude de l'opinion publique face à l'occupation de la Ruhr mérite une recherche. Pierre Renouvin, dans sa grande *Histoire des Relations internationales*, l'a évoquée rapidement pour la France. S'appuyant sur un mémoire dactylographié de A. Fiérain, il écrit que la politique de fermeté de Raymond Poincaré n'avait pas été « sollicitée par l'opinion publique ». « *L'Action française* avait été à peu près seule à prôner l'occupation de la Ruhr. Mais une fois la décision prise, l'opération a été approuvée par les journaux de droite et du centre, ainsi que par les principaux journaux radicaux ; les critiques sont venues des communistes qui dénonçaient les appétits de la métallurgie française, des socialistes qui tenaient la méthode pour inefficace et des radicaux « de gauche » qui l'estimaient inopportune. En somme, l'opinion publique, en forte majorité, était assez convaincue du bon droit de la France pour accepter une initiative, même aléatoire »¹.

Il faudra un jour faire la même enquête pour la Belgique où la diversité des communautés et l'âpreté du conflit linguistique au sortir de la première guerre mondiale provoquent nécessairement des réactions différentes selon les régions. L'analyse des réactions des partis par G. Provoost montre bien que la Flandre a une vision propre de l'occupation².

Pour l'instant, nous nous limitons à la presse liégeoise, elle est le plus souvent un fidèle miroir de la presse française. Elle couvre le champ des opinions politiques.

Le libéralisme a dominé dans la vie politique liégeoise au XIX^e siècle. Le *Journal de Liège*, organe des libéraux doctrinaires, fondé en 1759, a été fort influent au temps de Frère-Orban (1812-1896), ministre liégeois à la tête du gouvernement pendant de nombreuses années. Mais ce journal

1. RENOUVIN (P.), *Les crises du XX^e siècle*. I. De 1914 à 1929, p. 251.

2. PROVOOST (G.), *Vlaanderen en het militair-politiek beleid in België tussen de twee wereldoorlogen*, *Het Fransch-belgisch militair akkoord van 1920*, notamment, p. 258, n° 69, p. 273-277. L'analyse de la presse, essentiellement flamande, est faite pour les réactions en 1920 à l'accord militaire franco-belge mais non pour l'occupation de la Ruhr.

perdit de son audience avec la démocratisation de la vie politique. Défenseur des intérêts industriels et spécialement de la sidérurgie, il s'opposa farouchement au socialisme et son anticléricalisme devint moins virulent que naguère. *L'Express* est l'organe des libéraux progressistes, très proches des radicaux socialistes français, le journal s'est éloigné des socialistes et précisément, l'occupation de la Ruhr élargit le fossé entre radicaux et socialistes car la francophilie et l'hostilité à l'Allemagne des rédacteurs de *L'Express* les opposent brutalement à la presse socialiste.

La diversité du libéralisme liégeois s'exprime encore dans *La Meuse*. Les propriétaires, la famille de Thier, s'efforcent de « dépolitiser » leur journal et d'en faire un journal d'informations générales. Dans ces premières années d'une transformation réelle d'un organe libéral en une feuille neutre, les liens avec le libéralisme ne sont pas tous rompus, le rédacteur en chef jusqu'en 1940, Olympe Gilbert, a joué un rôle notable dans le parti libéral liégeois.

La *Gazette de Liège*, la vieille feuille catholique, aux mains de la famille Demarteau depuis sa création en 1840, défend avec constance les thèses du catholicisme conservateur. La guerre a bouleversé ses options de politique étrangère. Favorable à l'Allemagne avant 1914³, elle lui est devenue farouchement hostile depuis la violation de la neutralité et elle défend les thèses françaises.

Tous ces journaux sont bourgeois. *La Wallonie*, « l'organe quotidien de la démocratie socialiste » est « l'Édition liégeoise du *Peuple* ». La coopérative « La Presse socialiste » contrôlée par le Conseil Général du P.O.B. l'imprime⁴. Plus que les journaux de ses adversaires « capitalistes », elle exprime les vues des instances officielles qui siègent dans la capitale. Ce ne sera qu'à partir de 1926 que l'influence du puissant syndicat des métallurgistes de la province se fera sentir.

Cette presse liégeoise en concurrence avec la presse de la capitale et avec la presse parisienne, fort lue à Liège à cette époque, a une diffusion limitée. *La Wallonie* tirait à 21 021 exemplaires en décembre 1921⁵. D'après l'ambassadeur de Grande-Bretagne, Sir G. Graham, le tirage de *La Meuse* serait de 50 000, la *Gazette de Liège*, le *Journal de Liège*, *L'Express* tireraient chacun à 10 000 exemplaires⁶. L'opinion du diplomate

3. DEMOULIN (R.), « La presse quotidienne liégeoise et la France à la veille du premier conflit mondial », dans *Les relations franco-belges de 1830 à 1934*, Centre de recherches relations internationales de l'Université de Metz, p. 100, 1975.

4. *La Wallonie socialiste*. Édition liégeoise du *Peuple* — (Société Coopérative, *La Presse socialiste*, Bruxelles) devient, à partir du 17 avril 1923 *La Wallonie*, organe quotidien de la démocratie socialiste. Édition liégeoise du *Peuple* — Société Coopérative *La Presse socialiste*.

5. VAN LOUBBEECK (G.), *Liège 1914-1921. Vie politique et syndicale*, mémoire de licence en histoire, Univ. Liège, 1969, p. 34.

6. PUBLIC RECORD OFFICE, *Foreign Office*, 371-9385, Sir G. Graham à Curzon, Bruxelles, 3 février 1923.

anglais sur la presse liégeoise mérite d'être rapportée. *La Meuse*, le principal journal de la région, est un organe pro-français et anti-flamand. Le *Journal de Liège*, libéral, est un journal fortement pro-français. Il publie un grand nombre de matériaux qu'on s'accorde à reconnaître être de la propagande française. *L'Express*, libéral, anti-flamand, a souvent publié des articles acerbes contre la politique britannique dans le Proche-Orient. La *Gazette de Liège*, principal organe catholique de la région, soutient vigoureusement le ministre des Affaires étrangères, Henri Jaspar. Quant au *Peuple*, l'organe officiel du Parti ouvrier, dont *La Wallonie* est l'édition liégeoise, il incline d'habitude à adopter le point de vue britannique plutôt que français en ce qui regarde l'Allemagne⁷.

Cette presse recueille des informations nombreuses et consacre une place énorme à l'occupation de la Ruhr. Sur les négociations diplomatiques, elle est renseignée par les instances officielles. Mais des mesures sévères ont été prises pour éviter des indiscretions⁸. Des conseils de prudence ont été donnés à la presse belge par le gouvernement pour éviter d'exciter l'opinion, notamment contre la Grande-Bretagne, après la rupture à la Conférence de Paris sur les réparations, au début de la crise⁹.

Les élections du 20 novembre 1921 expriment la force des partis à l'époque dans l'arrondissement de Liège. Les socialistes ont obtenu 84 039 voix, soit 57,09 % des suffrages exprimés et ont 8 députés, les catholiques 32 860 voix, soit 22,33 %, 3 députés et les libéraux 28 019 voix, 19,03 %, 2 députés. Dans la ville de Liège, les socialistes ont recueilli 18 852 voix, soit 42,91 %, les libéraux 13 453, soit 30,62 % et les catholiques 10 725 voix, soit 24,41 %. Les socialistes sont surtout puissants dans la « banlieue rouge », tandis que les libéraux précèdent dans la ville les catholiques, mieux implantés dans les régions rurales de l'arrondissement.

*
* *

Comment a réagi la presse liégeoise à l'occupation de la Ruhr ? L'occupation de la Ruhr, prise d'un gage productif, est juste parce que c'est le seul moyen de faire payer l'Allemagne, d'obtenir du vaincu qu'il exécute le traité. Le paiement des réparations est une exigence morale. Les journaux sont unanimes à réclamer ce paiement, mais *La Wallonie socialiste* se sépare dès l'origine de tous ses confrères. Elle présente à longueur de

7. *Ibid.*

8. Ainsi Steward, attaché de presse britannique à Bruxelles, écrit le 8 juin 1923 à Kenne, du département de la presse au *Foreign Office*, après la Conférence franco-belge de Bruxelles qui se termina le 6 juin. « Every effort was made to prevent leakage to the press as to what actually occurred at the first half of the Conference ». *Documents on British Foreign Policy, 1919-1939*, 1^{re} série, vol. XXI, p. 317.

9. PUBLIC RECORD OFFICE, *Foreign Office*, 371-10529, 30 janvier 1924, Sir G. Graham à Ramsey Mac Donald.

semaines la condamnation de « l'aventure », du « recours à la force ». Il fallait faire confiance à l'Allemagne démocratique, aux forces de progrès, ne pas exciter le nationalisme allemand par l'envoi de divisions dans le bassin de la Ruhr.

L'attitude des socialistes allemands et français face à la politique du gage productif a été récemment étudiée par F. Menges dans la revue *Francia*¹⁰. L'argumentation classique du socialisme international inspire les rédacteurs de *La Wallonie* au cours de toute l'année 1923. L'attitude des socialistes belges provoque les controverses les plus vives et les polémiques les plus dures entre journaux bourgeois d'une part et *La Wallonie* de l'autre. Il faut insister sur ce divorce profond entre les socialistes et leurs adversaires. Sans doute s'agit-il de la lutte classique entre l'opposition et le pouvoir. Depuis le 16 décembre 1921, le cabinet Theunis gouverne le pays, il est formé d'une coalition de six ministres catholiques et de cinq ministres libéraux. Démissionnaire le 24 juin 1923, à la suite d'un vote sur la flandrisation de l'Université de Gand, il est investi à nouveau trois semaines plus tard¹¹. Mais la cassure est plus profonde. Le conflit est entre internationalistes et nationalistes, anti-militaristes et militaristes, entre ceux qui font confiance à l'Allemagne républicaine et veulent sa survie et ceux qui ne croient pas à l'existence d'une bonne Allemagne. Un véritable dialogue de sourds se prolonge toute une année entre les uns et les autres. *L'Express* qui naguère a défendu avec ardeur le cartel des gauches contre le cléricanisme est d'une particulière virulence. « Les déclamations des rhéteurs socialistes et les périodes ampoulées des journalistes internationalistes ne parviendront pas à enlever au cœur des foules l'ardent désir de voir le Boche humilié et contraint de donner ses richesses pour réparer une partie du mal qu'il a fait sciemment, avec préméditation et cruauté au peuple le plus pacifique du monde, notre peuple de Wallonie et de Flandre »¹².

Pour le *Journal de Liège*, les socialistes belges sont « les commis-voyageurs de Germania » que le peuple belge sifflera¹³. Ils font « le jeu de la réaction allemande ». « Vanderverde est un traître, M. Wauters un défaitiste, M. de Brouckère, le complice du Boche »¹⁴.

Les délégués belges Vanderverde, Huysmans et de Brouckère ont joué un rôle considérable au congrès de l'Internationale à Hambourg du 21 au 23 mai 1923¹⁵. Ils s'attirent ainsi les sarcasmes et les injures de la presse bourgeoise¹⁶.

10. MENGES (F.), Die Reaktion der sozialistischen Parteien in Deutschland und Frankreich (S.P.D. und S.F.I.O.) auf die Ruhrbesetzung 1923, *Francia*, t. IV, p. 625-658, 1976.

11. HÖJER (C.H.), *Le régime parlementaire de 1918 à 1940*, p. 132-137.

12. *L'Express*, 28 et 29 janvier, p. 1, c. 1-2. Éditorial de Jules Noirfalise.

13. *Journal de Liège*, 24 janvier, p. 1, c. 3-4.

14. *Journal de Liège*, 15 février, p. 1, c. 3-4.

15. SOKOLOVA (M.), *Les congrès de l'Internationale socialiste entre les deux guerres mondiales*, p. 61-75, Paris, 1953.

16. *L'Express*, 25 mai, p. 2, c. 2, contre le « trio socialiste » à Hambourg.

La Wallonie socialiste, moniteur du Parti ouvrier belge, présente la doctrine officielle telle qu'elle est définie dans les instances du parti. On sait que la tendance internationaliste de Vandervelde, de Brouckère et Huysmans a triomphé. Les quelques opposants, Destrée, Hubin, Brantnotamment, bien que soucieux de ne pas se séparer de la France, sont contraints de se soumettre aux décisions majoritaires. Ont-ils des appuis solides dans leurs fédérations et les masses ouvrières se souvenant des déportations et sensibles au slogan « L'Allemagne paiera » sont-elles hésitantes ? La presse bourgeoise l'affirme et elle insiste constamment sur ce divorce. *La Meuse* particulièrement, fait appel aux sentiments wallons des socialistes « de chez nous ». « L'occupation franco-belge de la Ruhr n'est rien d'autre qu'un épisode de la lutte contre le pangermanisme ». « Les Wallons, gardiens fidèles de l'alliance française, ne peuvent laisser mettre en échec une entreprise où le Cabinet de Bruxelles a sagement décidé d'appuyer celui de Paris. Que les flamingants regimment, la chose n'a rien d'étonnant. Leurs éléments extrémistes sont voués au germanisme... A nos populations wallonnes, on n'oserait pas proposer une fraternisation prématurée et impie ». Et le journal d'invoquer le devoir wallon, de souhaiter la formation d'un bloc wallon où les « dirigeants socialistes de chez nous » auront leur place¹⁷. *La Meuse* attaque durement les socialistes belges, si elle ménage les socialistes allemands. Le contraste est d'ailleurs étrange entre les éloges décernés à certains membres de la social-démocratie allemande et les attaques virulentes contre les industriels allemands dans des journaux liés aux forces patronales liégeoises. *La Wallonie* cependant ne réserve pas de place à l'argumentation des minoritaires et ses colonnes sont remplies de discours et de prises de position défendant les thèses officielles du parti.

Fait digne de remarque, la profonde sympathie pour la France qui s'exprime dans de multiples manifestations, visites de personnalités françaises, inauguration de monuments aux morts de la guerre, n'a pas influencé les journalistes socialistes, car la France est militariste. Les récits différents selon les journaux du retour à Liège des troupes relevées de la Ruhr en mai et juin 1923 sont très significatifs. D'un côté, on insiste sur l'enthousiasme de la foule, sur l'ardeur du patriotisme, et on exalte l'armée ; dans *La Wallonie*, la réserve et les critiques ainsi que le souci du bien-être de la troupe dominant.

*
* *

Depuis que l'Angleterre s'est séparée de la France et recherche des formules de conciliation, les journaux « bourgeois » apprécient mal ses

17. *La Meuse*, 15 février, p. 1, c. 4. Le devoir wallon.

efforts tandis que *La Wallonie* les juge souvent avec faveur, si elle n'a pas de particulière sympathie pour le gouvernement conservateur. Les premiers reprochent à l'Angleterre son égoïsme: elle veut, par de savants dosages, s'assurer la domination économique de l'Europe, sa vieille politique d'équilibre n'a que des avantages pour l'Allemagne¹⁸. *L'Express* est très anti-anglais. Dès le 6 janvier 1923, il s'insurge contre les propositions anglaises attribuées à Lord d'Abernon, ambassadeur à Berlin, et sir John Bradbury, son représentant à la Commission des Réparations, porte-parole des financiers de la Cité. « Pareil projet ne peut sourire qu'aux requins de la finance, de la spéculation, tant britannique qu'américaine. Nos lecteurs savent le grand intérêt qu'ont ces personnages au relèvement du mark. Voici qui les édifiera mieux encore sur cette sollicitude anglo-saxonne à l'égard des Boches... ».

Lord d'Abernon est une vraie tête de turc pour les journalistes. Gérard Harry, correspondant bruxellois de *L'Express*, foncièrement anti-allemand, né à Paris en 1856, se félicite de l'échec de la « conspiration anglo-boche » à Paris. « Le plan anglais de réparations, si sagement repoussé à Paris par la France, l'Italie et la Belgique était précisément l'œuvre de ce Lord d'Abernon, plus dévoué aux intérêts des barbares eux-mêmes. Imaginons un instant que Français, Belges, Italiens eussent eu la faiblesse de se soumettre à une aussi *bochophile* combinaison, c'en était fait à jamais de nos créances sur l'Allemagne, dont toutes les ressources restant disponibles auraient été employées à hâter ses préparatifs de revanche militaire contre nos pays ruinés »¹⁹. Le même jour, un autre journaliste attaquait « Albion supérieurement égoïste. Se croyant inexpugnable dans ses îles, elle affiche à tout propos son détachement des affaires continentales. Splendidement isolée, la maîtrise des mers est pour elle de droit divin et toutes les occasions, toutes les excuses lui sont bonnes pour la consolider et l'étendre »²⁰.

Les journaux du temps recourent aux caricatures, notamment le *Journal de Liège* qui a pour collaborateur le célèbre Henriot. Une caricature de *L'Express* moque l'Angleterre. Elle représente, le 25 février, un chat casqué à la française, tirant les marrons du feu et un singe coiffé d'un képi anglais les mettant en bouche avec la légende de la fable de La Fontaine, « Bertrand avec Raton, l'un singe et l'autre chat... »²¹. *La Meuse*, le 6 novembre, caricature John Bull convoitant la Ruhr, « trop beau morceau, ma foi, pour en laisser profiter ses amis »²².

Lloyd George, même s'il n'est plus au pouvoir, est violemment atta-

18. *Journal de Liège*, 23 octobre, p. 1, c. 1-2.

19. *L'Express*, 7 et 8 janvier, p. 2, c. 2-3.

20. *Ibid.*, c. 5-6.

21. *Idem*, 25 et 26 février, p. 1, caricature de Rayez. « La France, l'Angleterre et les marrons de la Ruhr ».

22. *La Meuse*, 6 novembre, p. 1.

qué. C'est « un esprit démoniaque »²³, il a exercé « une sorte de dictature sur la direction de la politique continentale » et a mené une politique désastreuse²⁴. Le discours de Lloyd George le 9 mai à la *Colonial Missionary Society*, dans lequel il se plaignit amèrement de l'ingratitude des Français et des Belges oubliant les sept millions de soldats de l'Empire qui les sauvèrent de la tyrannie provoqua de violentes ripostes.

Charles Delchevalerie, écrivain aimable, dans sa chronique hebdomadaire de *L'Express*, traita Lloyd George de « virtuose de l'énormité ». « Vous avez déjà, dans les music-halls, assisté aux ébats des clowns anglais. La spécialité de ces humoristes insulaires, c'est le goût de l'énormité. Le meilleur de leurs truculentes trouvailles provient de ce qu'elles ont d'ahurissant et d'inattendu ; ils uniront le raffinement des manières à la tenue la plus débraillée, ils feront sortir d'un corps de géant une voix d'enfant au berceau, ils procéderont par contrastes et par secousses. M. Lloyd George, qui fournit aux journaux d'Outre-Rhin de la copie grassement payée, n'en est pas moins, dans le domaine de l'excentricité, pénétré de la forte tradition de son pays... » Et de reprocher à Lloyd George de « susciter d'ineptes rancunes » entre les anciens alliés « solidaires dans la communauté du péril et du sacrifice », de provoquer une sordide querelle. Et « sa vilaine action se complique d'une iniquité flagrante » ; c'est « l'effort franco-belge qui a barré la route de Calais à l'envahisseur »²⁵.

La Meuse commenta les « mauvaises raisons de M. Lloyd George », son « pitoyable raisonnement » et rappela l'effort commun des Français et des Anglais qui a empêché l'écroulement de la Grande-Bretagne²⁶. L'éditorialiste de politique étrangère du *Journal de Liège*, A. Molitor, trouva très regrettables les paroles de Lloyd George et lui reprocha de faire du sentiment alors qu'il a cherché à diminuer la part revenant aux victimes²⁷. Albert Dessart, dans la *Gazette de Liège*, fut le plus vif : « Ne serait-ce pas ici le cas de répéter le propos attribué au perroquet par le facétieux Sam Weller de Dickens ? « C'est ajouter l'insulte à l'outrage » aurait dit cet oiseau, quand, après l'avoir enlevé de son pays et transporté en Grande-Bretagne, on voulait lui apprendre à parler anglais... « Vraiment pour nous accuser d'ingratitude, il faut au démagogue gallois une forte dose d'impudence »²⁸.

Ces articles retinrent l'attention du conseiller d'ambassade britannique Charles Wingfield. « The pro-French Liege journals naturally seized

23. *L'Express*, 10 janvier, p. 1, c. 1-2.

24. *Journal de Liège*, 1 et 2 janvier, p. 1, c. 1-2.

25. *L'Express*, 18 mai 1923, p. 2, c. 4.

26. *La Meuse*, 12 mai 1923, p. 1, c. 2.

27. *Journal de Liège*, 15 mai 1923, p. 1, c. 1.

28. *Gazette de Liège*, 15 mai 1923, p. 1, c. 3-4. *Ibid.*, 25 mai 1923, p. 1, c. 1-2, critique de la « politique impudente et versatile du charlatan gallois ».

the occasion for violent articles, directed not only against M. Lloyd George, but against the present British Government ; but for the most part the comments have been restrained »²⁹.

La politique des successeurs de Lloyd George n'était, en effet, pas mieux appréciée. La diplomatie belge avait vraiment recherché la sécurité par un accord avec l'Angleterre, parallèle à celui conclu avec la France le 7 septembre 1920³⁰. La rupture entre les Alliés en janvier 1923 inquiétait les responsables belges qui tentèrent à diverses reprises de rapprocher les Alliés désunis, mais sans succès³¹. La presse liégeoise souhaitait une détente entre les Alliés dont la désunion faisait la force de l'Allemagne.

Les entretiens du 19 septembre entre Poincaré et Baldwin, au retour d'Aix-les-Bains, sont salués avec une réelle satisfaction, mais la prudence persiste et ce fut l'Angleterre qui dut céder. « La fermeté, la clarté et l'énergie de la politique franco-belge ont déjoué une fois de plus les intrigues allemandes. Pussions-nous enfin rallier franchement à notre thèse l'opinion britannique »³². *Le Journal de Liège* se méfie de Lord Curzon, secrétaire d'État au *Foreign Office*, qui « cherche à perpétuer la politique d'équilibre entre la France et l'Allemagne de façon à permettre à l'Angleterre de reprendre son rôle dans les affaires européennes »³³. En novembre, sur le problème capital de l'appel aux experts, la politique anglaise est sévèrement appréciée. La condamnation par l'Angleterre du séparatisme rhénan lui attire de nouvelles critiques.

*
* *

Comment les journaux liégeois ont-ils présenté à leurs lecteurs le séparatisme rhénan³⁴? Leurs réactions aux événements et leurs conceptions sont précieuses pour notre étude. En février, la propagande du Comité belgo-rhénan, émanation du Comité de politique nationale de Pierre Nothomb, est accueillie dans le seul *Journal de Liège*. L'appel du Comité belgo-rhénan est clair. Après avoir exprimé le regret de l'indiffé-

29. PUBLIC RECORD OFFICE, *Foreign Office*, 371-9385, C. Wingfield à Lord Curzon, Bruxelles, 16 mai 1923.

30. DE VISSCHER (C.) et VAN LANGENHOVE (F.), *Documents diplomatiques belges, 1920-1940*, t. 1, p. 448 et suiv.

31. PROVOOST (G.), *op. cit.*, p. 257-268 et VAN LANGENHOVE, « Contributions à l'histoire de la politique rhénane de la Belgique de 1919 à 1925 », dans *Revue belge de philologie et d'histoire*, t. LVI, 2, p. 421, 1978.

32. *L'Express*, 23 septembre, p. 1, c. 3, Corresp. parisienne de Charles Bronne.

33. *Journal de Liège*, 23 octobre, p. 1, c. 1-2.

34. Sur la politique du gouvernement belge face au séparatisme rhénan, l'étude la plus récente se trouve dans la thèse de Walter A. McDUGALL, *France's Rhineland Diplomacy 1914-1924. The last Bid for a Balance of Power in Europe*, Princeton, 1978, notamment pour les événements d'octobre et novembre 1923, p. 303 et suiv.

rence de l'opinion publique belge pour les problèmes extérieurs, il proclame : « Il faut être aveugle pour ne pas saisir ce que les événements de la Ruhr portent en eux. Allons-nous laisser passer l'occasion d'ouvrir nos fenêtres ou nous laisserons-nous étouffer dans notre étroite maison ? »

« Voulons-nous vivre libres ou être esclaves ? Le dilemme est là, pressant. Si entre l'Allemagne et nous, un État tampon ne se forme pas, si une grande puissance s'installe sur le Rhin sans nous, c'est au deuxième terme qu'il faudra se résigner.

Le Comité Belgo-Rhénan lance un suprême appel. L'heure sonne. Irrémédiables seront nos défaillances »³⁵.

La pointe anti-française n'est pas précise. Les comptes rendus d'une conférence faite le 23 février à la Salle académique de l'Université par le Colonel Reul, un des principaux dirigeants du Comité de politique nationale, font allusion à « l'encerclement » de la Belgique par la France, si elle s'était abstenue de participer à l'occupation de la Ruhr. Mais les trois journaux, *Journal de Liège*, *La Meuse*, *Gazette de Liège*, mentionnent à peine cet argument. Ils s'étendent sur la nécessité de faire de la Rhénanie un État-tampon pour garantir notre sécurité, nullement par annexionnisme ou impérialisme³⁶.

La *Gazette de Liège* a défendu au printemps la constitution d'une République rhénane indépendante. Son chroniqueur de politique étrangère, Albert Dessart, hésite entre une occupation militaire franco-belge, comme celle des Provinces-Unies dans les Pays-Bas autrichiens au XVIII^e siècle, en vertu du traité de la Barrière, ou la création d'une Rhénanie indépendante liée par un traité militaire à la France et à la Belgique, comme le propose le Comité de politique nationale³⁷. Il est adversaire d'une Rhénanie autonome dans le cadre du Reich. « La Bavière forme un État à part. Cela l'empêche-t-il d'être le foyer le plus ardent du nationalisme et de la revanche ? Il en serait de même pour la Rhénanie ». Une solution : la Rhénanie dans nos mains ou complètement indépendante³⁸.

Le durcissement de la résistance allemande, les sabotages et leur répression relèguent à l'arrière-plan le séparatisme rhénan. Un envoyé spécial du *Journal de Liège* en Allemagne occupée, en août, adresse des « Lettres du Rhin ». Il est sympathique au mouvement rhénan qui s'oppose à l'Allemagne prussianisée. Il recevrait sans doute, en cas de besoin, l'appui des troupes d'occupation mais le journaliste constate le peu d'enthousiasme qu'il suscite parmi la population³⁹.

Après la fin de la résistance passive, le 26 septembre, le mouvement

35. *Journal de Liège*, 3 février 1923, p. 3, c. 2.

36. *Journal de Liège*, 24 février, p. 2, c. 2; *La Meuse*, 24 février, p. 2, c. 3; *Gazette de Liège*, 24 février, p. 2, c. 3.

37. *Gazette de Liège*, 20 mars, p. 1, c. 3-4.

38. *Idem*, 17 avril, p. 1, c. 3-4. La seule solution.

39. *Journal de Liège*, 27 août, p. 1, c. 3-4.

séparatiste prend de l'ampleur. Les réactions de la presse sont diverses. Le *Journal de Liège* qui signale dès septembre diverses manifestations, constate « que le peuple rhénan est finalement fatigué de supporter les conséquences des criminelles folies de Berlin »⁴⁰. Le 5 octobre, son rédacteur en chef, Désiré Horrent, dans un article « La Rhénanie bouge », s'étonne de la complaisance des socialistes belges pour le Reich. La proclamation de la république rhénane à Aix-la-Chapelle, dans la nuit du 20 au 21 octobre par Deckers, est rapportée avec faveur, mais force est bien d'admettre que le mouvement n'est pas populaire⁴¹. Le rédacteur en chef Désiré Horrent insiste sur « l'indifférence absolue » de l'accueil qu'il reçoit et il conseille la plus grande prudence, car il ne faut pas encourager un mouvement séparatiste dont l'Allemagne pourrait prendre prétexte pour se dérober à ses obligations⁴². Cependant, il met en évidence les avantages stratégiques et l'accroissement de la sécurité pour la Belgique. Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes doit être respecté. Il faut laisser les Rhénans s'exprimer librement. Les troupes franco-belges doivent garder la plus stricte neutralité.

L'expulsion des séparatistes rhénans du *Rathaus* puis de la ville d'Aix-la-Chapelle le 2 novembre par les troupes belges sur l'injonction inattendue du Haut-commissaire belge Rolin-Jacquemyns, est sévèrement critiquée. Le rédacteur en chef prend nettement parti pour les thèses françaises. « Il souffle un mauvais vent sur Bruxelles, cœur et cerveau de la nation, comme dit l'autre. Les bons citoyens sont inquiets ; ils se demandent s'ils vont voir revenir les mauvais jours où le génie malfaisant de Lloyd George inspirait notre politique ». L'attitude des autorités belges à Aix est condamnée. « La république rhénane était proclamée, elle faisait des progrès, elle s'organisait, elle démentait les bruits pessimistes qui avaient accueilli sa naissance. Et voilà tout à coup M. Rolin-Jacquemyns, sans crier gare, change son fusil d'épaule. Ce changement des fronts a beaucoup étonné l'opinion publique qui, faut-il dire, est d'instinct sympathique au mouvement de libération de la Rhénanie. Que M. Jaspar se hâte d'expliquer cet abandon incontestable de la neutralité par les représentants de la Belgique s'il ne veut pas qu'on croie que le gouvernement a obéi aux suggestions trop intéressées des ambassadeurs anglais ou hollandais »⁴³. Le *Journal de Liège* reproduit les accusations de Matthes contre les milieux belges qui ont poussé Deckers à agir prématurément et qui entendaient régner souverainement sur la zone belge occupée dont ils auraient fait un territoire économique belge, une véritable colonie belge

40. *Journal de Liège*, 25 septembre, p. 1, c. 5.

41. *Idem*, 23 octobre, p. 1, c. 5-6. Interview de Deckers par T.B. — Théo Beauduin, 1893-1932. Sur ce « reporter de grand talent », nous renvoyons à la biographie de Carlo Bronne, *Le Voyageur aux-grands-yeux*, Paris-Bruxelles, 1933.

42. *Idem*, 24 octobre, p. 1, c. 3-4.

43. *Idem*, 7 novembre, p. 1, c. 3-4. « Un mauvais vent souffle sur Bruxelles », D.H.

tandis que les Rhénans veulent créer une république indépendante, politiquement et économiquement⁴⁴.

Le *Journal de Liège* défend avec fermeté et constance « la politique d'union et de collaboration avec la France, la seule qui sauvegarde les intérêts et les droits de la Belgique »⁴⁵. Il attaque toujours le ministre des Affaires étrangères Jaspas qui « loin de resserrer les liens qui unissent la Belgique à la France dans l'action de défense commune, ne tend-il pas, par tous les moyens, à les relâcher, au point même qu'on se demande parfois s'il ne veut pas les rompre »⁴⁶. Il renouvelle sa très vive critique de Rolin-Jacquemyns pour son action le 2 novembre et constate que la politique belge qui voulait répondre aux inquiétudes des Anglais qui redoutaient pour la Belgique le danger d'un encerclement français aboutit précisément à une influence française totale sur le gouvernement rhénan fixé à Coblenz⁴⁷.

La Meuse critique aussi l'intervention des troupes belges à Aix-la-Chapelle et se demande s'il y a eu tutelle britannique et s'il existe une politique rhénane belge⁴⁸. L'Angleterre est prise à partie. Nous ne pouvons risquer de compromettre nos relations avec la France pour sacrifier à la politique séculaire de l'Angleterre⁴⁹. Elle distingue la politique du gouvernement de Bruxelles, « les chapelles bruxelloises » et les intérêts de la Wallonie. « Il faut que notre Gouvernement sache que la Wallonie n'entend pas que la Belgique se sépare de la France dans des questions où la vie même de notre pays est en jeu »⁵⁰. « Nous revenons aux plus beaux jours du règne de Lloyd George de désagréable mémoire ». « Casse-cou, M. Jaspas... »⁵¹. « Notre politique étrangère est une politique étrange », titre *La Meuse* le 8 novembre⁵². Elle l'attribue aux démarches anglaises, aux pressions des socialistes de l'Internationale et des flamigants activistes. Elle ne veut pas d'une Rhénanie prétendument autonome, organisée par Bertin, telle que la souhaitent les Anglais. Cependant, *La Meuse* approuva le « beau discours bien charpenté et très net » du ministre Jaspas à la Chambre le 21 novembre, liant notre sort à celui « de notre héroïque alliée la France, sans nous séparer de l'Angleterre »⁵³.

L'Express s'est d'abord borné à une simple relation des événements. Le 10 octobre, son correspondant bruxellois Gérard Harry s'exprime

44. *Journal de Liège*, 11 et 12 novembre, p. 1, c. 6.

45. *Idem*, 14 novembre, p. 1, c. 4.

46. *Idem*, 18 et 19 novembre, p. 1, c. 3; voir aussi 23 novembre, p. 1, c. 3-4.

47. *Ibid.* Lors du débat à la Chambre du 20 novembre, « M. Jaspas n'a convaincu personne que sa manière fût la bonne ».

48. *La Meuse*, 4 novembre, p. 1, c. 4.

49. *Idem*, 6 novembre, p. 1, c. 4.

50. *Ibid.*

51. *Idem*, 7 novembre, p. 1, c. 4.

52. *Idem*, 8 novembre, p. 1, c. 6.

53. *La Meuse*, 22 novembre, p. 1, c. 2.

franchement pour « la substitution des « Allemagnes » dispersées à l'Allemagne *une* de Bismarck » qui « nous apporterait la plus puissante garantie de sécurité et de paix qu'on pût rêver »⁵⁴. Le 23 octobre, l'organe radical salue avec joie la proclamation de la république rhénane. « L'Allemagne se disloque » mais il reste méfiant, « Ce sont des Allemands ». Cette méfiance s'exprime avec passion. « Il ne faut pas trop vite s'emballer à propos de ce mouvement séparatiste des Rhénans. Ceux-ci ne sont pas aussi adversaires des théories prussiennes qu'on pourrait le penser. Les optimistes vous disent qu'ils constituent la meilleure des populations allemandes... Il faut en rabattre. Aix-la-Chapelle comprend une population particulièrement chauvine et impérialiste. Qu'on se souvienne des scènes scandaleuses qui s'y produisirent en 1914, aux premiers jours de la guerre, quand les blessés belges des combats autour de Liège furent accueillis à Aix, avec une cruauté sans nom par un peuple ivre de rage et d'esprit de conquête. Les Liégeois n'oublieront jamais qu'au lendemain de la chute de leur ville, ils virent arriver des Rhénans qui venaient contempler la première conquête du Kaiser et ricaner au spectacle des malheurs des vaincus d'alors »⁵⁵.

La méfiance inspire aussi Gérard Harry mais si la preuve est faite que la rupture entre la Rhénanie et Berlin est un acte sincère « destiné à mettre entre la Prusse et nous un pacifique État-tampon, notre neutralité deviendra bien vite encourageante » et les gouvernements français et belge sont prêts à l'action « au cas où le loup prussien interviendra »⁵⁶. Un « promeneur à Aix », A. Ch., préconise aussi une « neutralité bienveillante à l'égard des Rhénans » et souhaite « longue vie à la République qui vient de naître, loin, bien loin de son affreuse marâtre prussienne »⁵⁷.

L'intervention des troupes belges est une « humiliation » pour l'éditorialiste Jules Noirfalise qui traite cependant les séparatistes de « républicains de pacotille » et qui prêche la prudence⁵⁸. L'uniformité de vues n'est pas parfaite à *L'Express*, cependant la condamnation de la politique anglaise est ferme, le consul anglais est vivement attaqué par un correspondant occasionnel qui s'en prend à la politique de bascule de M. Jaspar, « politique d'indécision, d'incapacité et de mauvais vouloir »⁵⁹.

La *Gazette de Liège*, dont la sympathie pour le séparatisme rhénan s'exprime dès le printemps, livre en septembre à ses lecteurs les informations relatives au mouvement qu'il approuve car les séparatistes condamnent le rôle de Berlin dans la résistance passive, l'esprit de revanche et se déclarent prêts à payer les réparations⁶⁰. Le Rhin-frontière donnerait à la

54. *L'Express*, 10 octobre, p. 2, c. 1-2.

55. *Idem*, 23 octobre, p. 1, c. 3-5.

56. *Idem*, 26 octobre, p. 2, c. 2.

57. *Idem*, 24 octobre, p. 1, c. 6, p. 2, c. 1.

58. *Idem*, 4 et 5 novembre, p. 2, c. 1-2.

59. *Idem*, 9 novembre, p. 2, c. 1.

60. *Gazette de Liège*, 18 septembre 1923, p. 2, c. 1.

Belgique et à la France la sécurité. Il faut donc que la Belgique manifeste une neutralité bienveillante à l'égard des séparatistes, une politique d'attente, sans intervention active⁶¹. La *Gazette de Liège* a lancé une édition spéciale qui a fait sensation à Liège pour annoncer la proclamation de la République, elle réserve une large place aux informations relatives à ce qui se passe en Rhénanie, les présente dans une perspective favorable⁶². Le récit des luttes entre séparatistes et policiers, séparatistes et communistes, donne le beau rôle aux premiers, la « cruauté », la « lâcheté » des policiers prussiens sont dénoncées. Le bilan des victoires rhénanes est impressionnant et le correspondant spécial de la *Gazette* loue « le travail intense » qui règne au siège « d'une vraie république »⁶³. Aussi l'expulsion des séparatistes du *Rathaus* d'Aix-la-Chapelle est vivement regrettée. Pour son envoyé spécial, Sandor Terlaz (Érasme Gillard), c'est peut-être « le glas de la jeune République rhénane ». Les Anglais sont immédiatement suspectés. « Est-ce bien là une façon équitable de respecter la neutralité promise ? Les Anglais y sont-ils pour quelque chose ? »⁶⁴. Le lendemain, la réponse est affirmative. « Le consul anglais est porté en triomphe par les nationalistes »⁶⁵. Le rédacteur de politique étrangère, Albert Dessart, estime que « les séparatistes l'auraient emporté à Aix-la-Chapelle si l'autorité belge n'avait pas jugé bon de prendre sous sa protection les boches à la solde de Berlin »⁶⁶. Les critiques de la politique belge par la presse française, les protestations des « républicains rhénans » sont montées en épingle et des articles montrent l'intérêt de la Belgique et de la France à la création d'un État rhénan, État tampon⁶⁷. La Prusse a les reins brisés. Un État pacifique peut naître.

Lorsqu'en décembre, la situation a fâcheusement évolué pour les séparatistes, A. Dessart, le chroniqueur de politique étrangère, revient encore à la charge sur le même thème de la sécurité⁶⁸, en se contentant d'un fédéralisme et d'une république autonome dans le cadre du Reich.

Il est significatif qu'à travers toute cette période, la *Gazette* garde le silence sur les critiques que « son député », le ministre Jaspar, s'est attirées par ses complaisances pour l'Angleterre. Ici encore, les considérations de politique intérieure apparaissent et le rédacteur en chef, Joseph Demarteau, loue « l'absolue correction » du ministre attaqué basement pour des

61. *Idem*, 6 octobre, p. 1, c. 1-2.

62. *Idem*, 27 octobre, p. 1, c. 1-2. Une certaine méfiance apparaît cependant sous la plume du correspondant parisien Alexandre Keller qui s'inquiète du sort des réparations. Il convient de noter les mêmes réserves du correspondant parisien de *L'Express*, Charles Bronne.

63. *Gazette de Liège*, 27 octobre, p. 1, c. 5.

64. *Idem*, 3 novembre, p. 2, c. 1.

65. *Idem*, 4 et 5 novembre, p. 1, c. 1.

66. *Idem*, 6 novembre, p. 1, c. 1-2.

67. *Idem*, 9 novembre, p. 2, c. 2 et 11-12 novembre, p. 2, c. 2.

68. *Idem*, 4 décembre, p. 1, c. 1-2.

« petites préoccupations de politiciaille électorale » et il défend également la politique d'indépendance à l'égard de la France, s'opposant ainsi à ses confrères libéraux⁶⁹.

Ces préoccupations se manifestèrent aussi dans les attaques très dures contre les socialistes belges, farouches adversaires du séparatisme. Ils se disent pacifistes mais ils ne veulent à aucun prix d'une indépendance rhénane qui consoliderait la paix et permettrait la démilitarisation⁷⁰.

Les socialistes étaient, en effet, opposés au démantèlement du Reich. *La Wallonie* assimile les séparatistes rhénans aux activistes flamands de la guerre⁷¹. Elle les critique violemment, « l'ignominieuse république rhénane », « c'est une bande d'aventuriers, de hors-la-loi qui ne représentent en rien la population et qui, sans l'appui des forces d'occupation, qui sont loin de respecter la neutralité affirmée par les gouvernements français et belge n'auraient rencontré aucun succès dans leur folle entreprise ». Elle attaque « la misérable hypocrisie d'une prétendue neutralité », une « honteuse et criminelle comédie ». La France qui soutient les séparatistes poursuit des visées impérialistes. L'Angleterre ne permettra jamais un tel démembrement de l'Allemagne qui, irritée dans ses forces vives, risque de se lancer dans la guerre pour rétablir son unité et la Belgique, inféodée à la France, s'expose à être la première victime du conflit⁷². Elle se réjouit de l'expulsion des séparatistes par les troupes belges et elle applaudit « cet acte d'énergie »⁷³. Le 30 novembre, *La Wallonie* se félicite, annonçant la dissolution du Cabinet Matthes, que la « Comédie rhénane est terminée ». « La République rhénane qui a débuté par une tragédie, finit en farce »⁷⁴.

Les prises de position face au séparatisme rhénan et les réactions devant le revirement du gouvernement belge sont très révélatrices de l'hostilité profonde à l'Allemagne, de la méfiance vis-à-vis de l'Angleterre et de l'appui à la France, de tous les journaux à l'exception de *La Wallonie*. Le ralliement de la *Gazette* à la politique d'indépendance du ministre Jaspas est inspiré par des nécessités internes au parti catholique, Henri Jaspas est à la tête de la liste catholique à Liège.

*
* *

69. *Gazette de Liège*, 23 novembre, p. 1, c. 3-4.

70. *Idem*, 16 octobre, p. 1, c. 1-2.

71. *La Wallonie*, 15 juin 1923, p. 2, c. 2-3; 29 août, p. 1, c. 4; 31 octobre, p. 1, c. 6.

72. *Idem*, 3 octobre, p. 2, c. 5-6; 4 octobre, p. 1, c. 5-6; 24 octobre, p. 2, c. 5; 25 octobre, p. 2, c. 1-2 et p. 2, c. 5-6; 26 octobre, p. 2, c. 1-2; 27 octobre, p. 2, c. 2-3; 28 et 29 octobre, p. 1, c. 2 et p. 2, c. 5-6; 1 et 2 novembre, p. 2, c. 1-2; 3 novembre, p. 2, c. 1-2; 4 et 5 novembre, p. 2, c. 1-2; 7 novembre, p. 2, c. 5-6; 8 novembre, p. 2, c. 1-2; 14 novembre, p. 2, c. 5-6; 15 novembre, p. 2, c. 1; 22 novembre, p. 1, c. 5-6.

73. *Idem*, 8 novembre, p. 2, c. 1.

74. *Idem*, 1 décembre, p. 1, c. 5-6.

L'intervention du pape Pie XI, dans sa lettre au cardinal Secrétaire d'État le 27 juin, en faveur de garanties autres que territoriales révèle aussi ces divergences de mentalités. L'anticléricalisme de *L'Express* se manifeste, francophile déterminé, il saisit la déclaration pontificale pour dresser contre Rome, l'adversaire de toujours, ses fidèles lecteurs mais aussi pour embarrasser les catholiques liégeois au patriotisme sourcilieux. Le Pape a commis une « gaffe »⁷⁵ et Gérard Harry l'accuse d'être « cyniquement pro-allemand »⁷⁶. La *Gazette de Liège* est mal à l'aise. Elle recourt à la distinction entre « la thèse de portée morale et religieuse, vraie en tous temps, dans laquelle sont émis des principes de justice et de charité sociale — et une hypothèse envisageant un cas concret ». L'Allemagne n'est pas une débitrice de bonne volonté. « Qu'elle modifie donc au plus tôt ses procédés... Comprendra-t-elle ? »⁷⁷ Et la *Gazette* se tire d'un mauvais pas en faisant fonds sur la condamnation par le Vatican d'un attentat ferroviaire à Duisbourg où dix permissionnaires belges ont trouvé la mort⁷⁸.

Le *Journal de Liège* juge « inopportune » l'intervention du Vatican et se gausse de « l'oracle pontifical »⁷⁹. *La Wallonie* se réjouit de la prise de position de Pie XI « Pour sortir de la Folle Aventure, le Pape demande aux Alliés de renoncer à l'occupation »⁸⁰, le lendemain 1^{er} juillet, sur le mode ironique « Le Pape au service de l'Allemagne », elle défend à nouveau l'action du Vatican, se moquant de la presse nationaliste : « le pape est contre vous ». « Oui, le pape parle comme Vandervelde et comme Kamiel (Huysmans), comme eux il est au service des Boches, il est stipendié par l'Allemagne »⁸¹.

*
* *

Ainsi, les considérations de politique intérieure ne sont jamais absentes des appréciations de la presse liégeoise. Aperçoit-on des préoccupations économiques particulières ? Liège est un grand centre de la sidérurgie. Celle-ci, à travers la presse, a-t-elle cherché à exercer sur le gouvernement une politique de force à l'égard de l'Allemagne ? Récemment, MM. J.M. Jeanneney et J. Bariety ont montré que, contrairement à la thèse de *L'Humanité* et du *Manchester Guardian*, Poincaré n'a pas

75. *L'Express*, 1 et 2 juillet, p. 1, c. 1.

76. *Idem*, 3 juillet, p. 2, c. 3.

77. *Gazette de Liège*, 3 juillet, p. 1, c. 1-2.

78. FAVEZ (J.C.), *Le Reich devant l'occupation franco-belge de la Ruhr en 1923*, p. 207-2.

79. *Journal de Liège*, 2 juillet, p. 1, c. 1 ; 3 juillet, p. 1, c. 1.

80. *La Wallonie*, 30 juin, p. 2, c. 1-2.

81. *Idem*, 1 et 2 juillet, p. 1, C. 2.

occupé la Ruhr « en agent politique du Comité des Forges »⁸². Ce n'est évidemment pas dans la presse que l'on trouvera des traces d'intervention directe des milieux d'affaires. Mais découvre-t-on dans les journaux liégeois, et particulièrement dans le *Journal de Liège*, étroitement lié aux milieux industriels, des articles consacrés aux aspects sidérurgiques de l'occupation ? La déception est grande au terme du dépouillement. Rares sont les éditoriaux traitant des structures des deux sidérurgies, celle de la Ruhr et celle du bassin liégeois. C'est dans les bulletins industriels, les chroniques financières que l'on trouve des indications sur la conjoncture économique. Au-delà des fluctuations de prix, toujours à la hausse, mais il faut tenir compte de la dépréciation du franc, ou des variations dans la production, en expansion par suite de la résistance passive allemande, on découvre des réflexions éparses sur les conséquences de l'occupation de la Ruhr pour l'industrie liégeoise.

La guerre avait frappé durement les grandes sociétés du bassin. La politique de la terre brûlée menée par les Allemands en 1918 avait eu de graves conséquences matérielles et morales. L'armistice signé, les Belges se remirent courageusement et rapidement au travail. La reconstruction était en bonne voie au moment où les Français et les Belges entrèrent dans la Ruhr.

Au long de l'année 1923, la pénurie de coke causa bien des soucis aux sidérurgistes liégeois. Mais quelles que furent les secousses et les soubresauts conjoncturels, une vision globale des bilans des années 1921, 1922 et 1923 des principales sociétés sidérurgiques liégeoises manifeste clairement le remarquable redressement qu'elles ont opéré. Mais il est difficile de distinguer la part qui revient à la reconstruction et celle qui provient de l'occupation de la Ruhr. Cockerill, du 1^{er} juillet 1921 au 30 juin 1922, a fait 9 millions de francs de bénéfices, du 1^{er} juillet 1922 au 30 juin 1923, 16 millions, et du 1^{er} juillet 1923 au 30 juin 1924, 28 millions 8 ; Cockerill n'a pas distribué de dividende en 1921-1922, le dividende net est de 34 fr. en 1922-1923 et de 55,25 fr. l'année suivante.

Espérance-Longdoz a fait un bénéfice d'exploitation de 4,1 millions de francs pour l'exercice se terminant le 30 septembre 1922, de 20,8 millions l'année suivante et de 24,4 millions du 30 septembre 1923 au 30 septembre 1924, distribuant successivement des dividendes de 54 F, 119 F et 119 F.

Les bénéfices d'exploitation d'Ougrée-Marihayé pour les exercices arrêtés au 30 avril 1922, 1923 et 1924 sont respectivement de 4,2 millions de francs, 22,6 millions et 41,9 millions. Alors qu'en 1921-1922, Ougrée-Marihayé n'avait pas distribué de dividende, elle attribue 42,50 F pour 1922-1923 et le double, soit 85 F, l'année suivante.

82. JEANNENEY (J.M.), *François de Wendel en République, 1914-1940*, 1976, t.1, p. 159, 210-211 et BARIETY (J.), *Les relations franco-allemandes après la première guerre mondiale*, 1977, p. 171.

Quelle que soit la dépréciation de la valeur du franc, ces chiffres montrent bien l'amélioration notable survenue au cours de l'année 1923.

Les rapports des conseils d'administration et les déclarations des dirigeants aux assemblées générales constatent ce redressement assez spectaculaire de la production et du profit. Les rapports annuels sur la situation de l'industrie minérale et métallurgique dans la province de Liège font apparaître clairement l'amélioration progressive.

La production totale d'acier est passée de 323 020 tonnes en 1921 à 731 170 en 1922 et 1 059 760 en 1923, approchant de peu la production de 1913, 1 130 080 tonnes. L'accroissement en valeur est plus impressionnante encore : 133 millions en 1921, 219 millions en 1922 et 478 millions en 1923, la valeur à la tonne était respectivement de 413 F, 300 F et 451 F⁸³. Quelle part en revenait à l'occupation de la Ruhr ? Nous l'avons déjà dit, l'estimation en est difficile.

Psychologiquement, les sidérurgistes liégeois devaient la trouver favorable à leurs intérêts. Le commentateur de la Bourse industrielle de Belgique du 17 janvier, dans le *Journal de Liège*, exprime bien ce sentiment. « L'entrée des Alliés, — moins l'Angleterre, — dans la Ruhr a galvanisé le marché sidérurgique belge et les prix qui se sont « concrétisés » au cours de la réunion hebdomadaire de ce jour à Bruxelles ont fait ressortir une hausse très nettement caractérisée. La raison de ce mouvement n'est pas très difficile à trouver. Tout le monde le dit, en effet, que quoi qu'il arrive, la sidérurgie allemande va être, momentanément tout au moins, — et peut-être pour tout un temps même, — sérieusement handicapée et tous les consommateurs cherchent à se couvrir ailleurs, en Belgique notamment, mais aussi en France et ce mouvement profitera aussi à l'Angleterre. Ce pays aura donc la chance de profiter d'un mouvement qu'il a combattu. Mais ceci est une autre histoire »⁸⁴.

Cependant, la résistance passive, la cessation des livraisons de charbon et de coke inquiétèrent gravement nos sidérurgistes. Cet aspect capital de la guerre d'usure économique apparaît bien plus dans les rubriques financières et industrielles des journaux que dans les pages d'information et les éditoriaux des journaux partisans de l'occupation. Il serait fastidieux de répéter les notes sur le manque d'arrivages de charbon de la Ruhr et sur la situation fiévreuse, chaotique de la métallurgie⁸⁵. « Maintenant, pays déficitaire en combustible comme nous le sommes, nous dépendons du combustible étranger, Ruhr et Angleterre, coke et charbons à coke, avec bien entendu, le pourcentage qui nous vient de notre propre sol, mais que peuvent faire les maîtres de forges qui ne possèdent pas leurs propres charbonnages produisant les combustibles nécessaires à leur fabrication

83. Annexes à l'Exposé de la situation administrative de la Province de Liège fait par la députation permanente du Conseil provincial, Session de 1924. — II — p. 21.

84. *Journal de Liège*, 19 janvier, p. 6, c. 6.

85. P. ex., *Gazette de Liège*, 28 et 29 janvier, p. 9, c. 4 et 11 et 12 février, p. 9, c. 6.

de coke ? En attendant que soit réglée l'affaire de la Ruhr qui doit bien se terminer, pour peu que l'on tienne comme on a tenu pendant la guerre, il faut attendre. Arrêtera-t-on des hauts fourneaux ? Devra-t-on fermer des usines — momentanément bien entendu — c'est possible ! »⁸⁶.

Les fours à coke liégeois accrurent sensiblement leur production : 218 620 tonnes en 1921, 827 830 t. en 1922 et 1 110 810 t. en 1923, la valeur moyenne ayant varié d'une manière extraordinaire, 126 F, 96 F et 166 F⁸⁷. La consommation de charbon étranger était passée de 136 830 t. en 1921 à 756 760 l'année suivante et à 942 070 t. en 1923, celle du charbon belge de 147 350 t. à 347 090 et 532 290 t. La sidérurgie liégeoise avait moins souffert que la lorraine ou la luxembourgeoise de la pénurie de coke. La fin de la résistance passive avec l'espoir d'une reprise des livraisons allemandes de charbon et de coke provoqua une détente.

Ainsi donc, 1923 est un bon millésime pour la sidérurgie liégeoise. L'ambassadeur de Grande-Bretagne a constaté que 1923 a été « a relatively prosperous year » pour les industries métallurgiques et la construction mécanique, malgré la grève des chemins de fer, l'approvisionnement difficile en combustible et la journée de 8 heures. « Les événements de la Ruhr ne furent pas sans conséquences bénéfiques. La concurrence allemande fut éliminée sur les marchés mondiaux et beaucoup de commandes furent détournées vers la Belgique, qui profita aussi de la dépréciation du franc »⁸⁸.

Est-ce une raison suffisante pour affirmer que les maîtres de forge liégeois ont été un groupe de pression poussant à l'occupation et à la poursuite de l'opération à travers les journaux qu'ils pouvaient influencer ? L'absence d'archives des organes de presse rend la réponse difficile. Pour un journal du moins, la réponse est affirmative. Gustave Trassenster, administrateur-délégué d'Ougrée-Marihaye et membre du conseil d'administration du *Journal de Liège*, appartenait aux milieux économiques, — il était président du groupement des hauts-fourneaux, — « qui envisageaient avec faveur l'occupation de la Ruhr pour faire pression sur l'Allemagne pour le paiement des réparations »⁸⁹.

Aussi, le *Journal de Liège* défend-il avec vigueur et constance la politique de fermeté à l'égard de l'Allemagne et soutient-il sans défaillance Raymond Poincaré. Mais les autres journaux, à l'exception évidemment de *La Wallonie*, expriment les mêmes idées et réclament la même attitude énergique face à « l'ennemi ». Les arguments sont financiers, il faut obtenir de l'Allemagne le paiement des réparations, stratégiques, le maintien des

86. *Journal de Liège*, 27 janvier, p. 5, c. 5. Bourse industrielle de Belgique, 23 janvier.

87. *Annexes...*, ut supra.

88. PUBLIC RECORD OFFICE, *Foreign Office*, 371-10529, rapport annuel, 30 janvier 1924, Sir G. Graham à MacDonal.

89. THIELEMANS (M.-R.), « Le roi Albert et Georges Theunis, premier ministre », dans *Actes du colloque Roi Albert, 26-29 mai 1975*, p. 321.

troupes dans la Ruhr accroît la sécurité, économiques aussi, il faut vaincre un adversaire redoutable.

La guerre économique est le thème favori de bien des articles⁹⁰. Une idée maîtresse, commune à tous les journaux, *La Wallonie* y compris, est que les magnats de l'industrie lourde de la Ruhr sont les vrais maîtres de l'Allemagne. Les Stinnes, Thyssen, Krupp et autres Flick détiennent une puissance formidable. Leurs usines en pleine transformation à la suite des décisions capitales intervenues en Lorraine et au Grand-Duché de Luxembourg produisent et vendent à l'étranger, accumulant des devises laissées en dehors de l'Allemagne. Le contraste entre la pauvreté de l'Allemagne, signifiée par l'effondrement du mark et la richesse des grands Konzerns revient comme un leitmotiv dans les journaux liégeois. La politique des maîtres de l'économie allemande n'est pas innocente. De propos délibéré, ils échappent à la pression fiscale et ils ne font rien pour sauver une monnaie qui s'écroule.

Le journal le plus conservateur en matière économique, mais lié à l'industrie lourde, qui craint fort la concurrence allemande⁹¹, le *Journal de Liège*, est le plus acharné à attaquer les grands patrons de la Ruhr⁹². Il faut leur « faire rendre gorge »⁹³. « L'oligarchie nationaliste et industrielle depuis 1918 conduit le peuple allemand à la misère et à la faillite morale ». Et la feuille libérale de prendre la défense de la classe prolétarienne allemande et de faire appel à sa collaboration. « Les poilus français et belges sont les descendants des grognards de la Première République. Une fois de plus, ils apportent la véritable liberté au peuple allemand... »⁹⁴

Ainsi, dans les textes, les passions nationalistes dominent la presse bourgeoise et rares sont les articles évoquant un rapprochement du fer lorrain et du coke de la Ruhr. Les allusions à un accord entre les deux grands États sont toujours prudentes et provoquent plutôt de l'inquiétude, la peur pour l'industrie belge d'être laissée en dehors de l'accord⁹⁵. En avril, la constitution d'un vaste consortium métallurgique italo-germano-belge (belge et luxembourgeois) par Stinnes, mettant dans son jeu Mussolini et Jaspar est annoncée par le correspondant à Berlin de *L'Étoile belge* mais est démentie formellement par Gustave Trasenster, en sa qualité de président du Groupement des Hauts-Fourneaux. La lettre de

90. *Journal de Liège*, 30 janvier, p. 1, c. 1-2. A. Molitor. « La guerre continue. La lutte passe sur le plan économique et financier. La victoire sera à celui qui tiendra le dernier quart d'heure ».

91. THIELEMANS (M.-R.), *ibid.*

92. *Journal de Liège*, 23 janvier, p. 1, c. 1-2. « Les Allemands sont menés par la clique des magnats de l'industrie qui se sont enrichis scandaleusement pendant que le peuple s'appauvrisait ».

93. *Journal de Liège*, 2 février, p. 1, c. 3-4. Désiré Horrent.

94. *Idem*, 6 février, p. 1, c. 1-2. Semaine politique, A. Molitor.

95. *Idem*, 6 oct., p. 1, c. 1-2, article R.D. (René Dupriez). Le 2 mars, Charles Bronne évoquait déjà cette solution dans *L'Express*, p. 1, c. 5-6. Le journal y revient le 10 septembre, p. 1, c. 1.

l'industriel liégeois est reproduite intégralement dans ce journal. «...Les industriels belges sont en accord parfait et complet avec les industriels français et approuvent entièrement la politique d'énergie suivie dans la Ruhr». Le rédacteur en chef, Désiré Horrent, commente cette lettre: «Nous étions persuadés que les industriels belges qui ont pu apprécier pendant la guerre la fourberie des Stinnes et de ses pareils, approuveraient pleinement la politique des sanctions appliquées»⁹⁶.

La fermeté, la dureté sont toujours de rigueur. La fin de la résistance passive, c'est le triomphe de Poincaré, c'est la victoire de l'obstination intelligente. Il ne faut pas lâcher la proie pour l'ombre. La méfiance à l'égard des industriels de la Ruhr qui sont entrés en négociation avec la M.I.C.U.M. ne désarme pas les partisans de la rigueur. Les attaques violentes des premiers mois contre Stinnes, en particulier, ne sont pas oubliées.

*
* *

Au terme de ce dépouillement, on doit conclure à une extraordinaire fidélité des journaux libéraux et catholiques à l'alliance franco-belge et au soutien constant d'une politique de fermeté vis-à-vis de l'Allemagne.

Des raisons industrielles, la concurrence de la sidérurgie allemande, des raisons financières, le paiement des réparations, des raisons stratégiques, la sécurité, des raisons sentimentales, le souvenir des morts de la guerre encore vivace, ont guidé la plume des journalistes liégeois, partisans de l'occupation de la Ruhr.

Leur étonnante obstination à défendre une politique inflexible face à l'Allemagne, leur volonté de tout mettre en œuvre pour gagner la guerre économique se comprend bien dans l'atmosphère vibrante de patriotisme et d'amitié pour la France « héroïque » dans laquelle vivent les populations wallonnes en 1923, mais leurs adversaires socialistes de *La Wallonie* leur reprochent précisément d'exciter les passions « nationalistes », de glorifier le militarisme, car il faut prolonger la durée du service militaire. Ils leur opposent l'attachement à l'internationalisme et ils font confiance aux forces ouvrières allemandes. En 1923, à Liège comme en France, l'incompréhension est profonde entre les deux familles d'esprit.

96. *Idem*, 13 avril, p. 2, c. 3-4 et 14 avril, p. 1, c. 3.

